

## Républicain Lorrain du 10 octobre

### Social forum CFTC Grand Est à Forbach : comprendre les menaces pour les combattre

Plus de 300 militants CFTC se sont réunis au Burghof, à Forbach, pour un forum auquel participait le secrétaire général de la fédération, Joseph Crespo. Pour lui, il faut réfléchir avant d'agir. Et penser, déjà, aux prochains combats.



Photo HD Joseph Crespo (à gauche), secrétaire général CFTC Métallurgie, place comme une priorité la sécurisation des parcours pros. Photo RL

La CFTC Métallurgie a rassemblé plus de 300 militants du Grand Est au Burghof, à Forbach. L'objectif était bien entendu de mobiliser, mais aussi de faire un peu de pédagogie. Nécessaire en cette période de tension sociale.

C'est en tout cas la vision de Joseph Crespo. « Nous sommes là pour remotiver les militants », explique le bouillonnant secrétaire général de la fédération des métallos CFTC. Le syndicat a « loupé la marche » de la représentativité au niveau national. « Une petite entorse, mais nous avons quatre ans pour nous refaire. » Il est convaincu que la chose est possible, d'autant plus lorsqu'il se retrouve dans notre région. « Si

l'on prend toutes les fédérations, notre force est clairement aujourd'hui dans le Grand Est. »

## **Action et négociation**

Lors de ce forum, Joseph Crespo a souhaité rendre des comptes, mais aussi éclairer les militants. « La première des choses, c'est d'expliquer pourquoi nous ne sommes pas dans la rue », alors même que la France, les travailleurs, sont confrontés à « des événements et des chocs importants ». La CFTC a pourtant participé à plusieurs actions, et participera à la grève des fonctionnaires de ce mardi, mais pour le secrétaire général, « il faut d'abord analyser, pour construire » et donc « donner une lecture plus claire des ordonnances et de ce qui va de plus en plus menacer les syndicats, prochaines cibles du gouvernement ». La contestation, c'est une chose, « mais quand on est dans la rue, on ne négocie pas. Si je suis autour d'une table, là, je peux discuter ». Il évoque les dernières manifestations. « Il y en a eu deux (à l'appel de la CGT, Ndlr), qui ont été des "flops". Le politique a voulu s'en mêler, y aller de sa manif, ça a été un flop... » Pour Joseph Crespo, « les salariés veulent autre chose que battre le pavé pour gueuler. Ils veulent du concret ! » Il s'appuie donc, évidemment, sur l'exemple des transporteurs. « Il y a eu le mouvement, nécessaire, il y a eu les négociations, et les ordonnances ont bougé. »

Le sage qu'il est n'a toutefois pas perdu la fougue du jeune militant. Il en a aussi gardé la verve, le franc-parler, et surtout la foi en ses couleurs syndicales. « Si les "Bleus", mes 18 000 métallos, me disent "on descend dans la rue", on y va tous et je serai là ! Mais je ne veux voir que du bleu, pas suivre qui que ce soit. »

## **Défendre les travailleurs de demain**

S'il faut combattre dès à présent les différentes menaces sociales, Joseph Crespo pense à l'avenir, aux jeunes qui vont arriver sur un marché du travail qui a énormément changé. « Autrefois, le patron "fidélisait" ses salariés, en donnant des avantages, des primes par exemple. Aujourd'hui, c'est terminé. On n'a plus un employeur dans une vie, on en a cinq ou six. Ce qui est important, c'est de sécuriser le parcours du travailleur. » Ça, c'est pour "demain".

Le secrétaire général CFTC voit plus loin. Il faut trouver des pistes pour créer de l'emploi. Joseph Crespo cible plus particulièrement les jeunes qui n'ont pas la possibilité, quelle qu'en soit la raison, de faire des études. Avec des leviers qui ont prouvé leur efficacité : la formation, l'alternance.

« Dès l'âge de quinze ans, on peut orienter un jeune vers une entreprise. Le patron aura l'obligation de le prendre, de le former, sur trois ou quatre ans. » Avec un salaire minimum, évolutif. « A l'issue, grâce à un partenariat Etat-Education Nationale-Patronnat-Syndicats, le jeune obtient un diplôme d'Etat. » Et dans l'idée de Joseph, le patron doit avoir l'obligation de l'embaucher. Au bout de quatre années après la mise en place du système, le syndicaliste estime le potentiel d'embauche à 100 000 postes. Une solution parmi d'autres.

Avant d'en arriver là, il faudra « déjà s'attacher à construire un nouveau contrat social pour les travailleurs qui vont arriver. » Si besoin était, encore un combat de plus à mener.

Michel LEVILLAIN.